

[Analyse] Quelques leçons du conflit russo-ukrainien dix ans après



(B2) Au début de la troisième année de l'intervention massive russe en Ukraine, quelle leçon retenir ? Quelle menace prendre en compte ? Que faire ? Quelques pistes



(photo : Parlement européen)

Première piste : garder la tête, nommer les faits

Halte au pessimisme ambiant

Il faut tout d'abord se méfier des vagues successives qui sortent autant du ressenti que de la réalité. On est passé ainsi du pessimisme total à la mi-février 2022 ("les Ukrainiens sont foutus") à un optimisme béat lors de la première phase de reconquête des Ukrainiens ("quelle résilience ces Ukrainiens") à l'automne 2022, voire à l'optimisme total

au lendemain de la montée sur Moscou des troupes de Wagner, devenues rebelles, en juin 2023 ("Poutine va tomber"). Puis au spleen de l'automne 2023 après l'échec de la contre-offensive ukrainienne et même à un certain défaitisme aujourd'hui avec le retrait d' Avdiivka. En partie alimenté à la fois par Kiev (pour augmenter les soutiens européens et américain) et par Moscou (bien content d'avoir une victoire à se mettre sous la dent).

Nommer la réalité : une tentative continue d'asservissement de l'Ukraine depuis 10 ans

Voir ce conflit à travers la dernière année est une erreur. La guerre en Ukraine n'a pas commencé en février 2022. Elle a débuté entre la fin février 2014, avec l'annexion de la Crimée (lire : [Les troupes russes peuvent intervenir \(officiellement\) en Crimée](#)) et le printemps 2014, avec la déstabilisation du Donbass puis son annexion de fait. Soit depuis dix ans ! Ne suscitant finalement qu'une très faible réaction occidentale (lire : [Crimée, Ukraine. L'OTAN "extrêmement préoccupée". Mais c'est tout](#)).

L'intervention militaire de 2022 a le même objectif que la première : déstabiliser le gouvernement de Kiev pour le rendre dépendant de Moscou. Elle est plus massive, plus radicale, plus intensive, visant non pas seulement à déstabiliser mais éradiquer l'indépendance ukrainienne, annexer l'ensemble des territoires. La première intervention n'ayant pas eu l'effet escompté et que le Kremlin a, entre-temps, durci sa position.

Une pression militaire russe constante depuis 2008

L'attitude russe agressive récente, elle, a démarré beaucoup plus tôt, visant à repousser l'influence européenne et occidentale. Elle se manifeste dès 2008 par l'intervention militaire en Géorgie, très vite interrompue par la sécurisation des deux « républiques » séparatistes de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. Sans vraiment inquiéter en Europe. Elle se poursuit en 2015 par l'intervention militaire en Syrie, réussie, aboutissant à éliminer toute influence américaine, française et britannique sur le conflit.

En 2016, les forces russes en Libye s'impliquent de façon plus active en soutien du général Haftar avec un succès plus mitigé face aux Turcs soutenant Tripoli. Mais l'objectif stratégique est atteint, les deux opposants réussissent à évincer l'influence européenne ; l'intervention de l'OTAN en 2011 a finalement servi la Russie (une sacrée revanche. L'avancée russe continue en Afrique, sous couvert des groupes privés de type Wagner tout d'abord en 2017-2018 en Centrafrique ; en 2022 au Mali, selon le même *modus operandi* doublé d'une coopération militaire russe officielle. Avec un échec patenté au Mozambique en 2019 (lire : [Des militaires russes bientôt au Mozambique ? Les Wagner russes en embuscade](#)). Autant de signes avant-coureurs souvent négligés.

Une Russie affaiblie ?

La trouée humaine est catastrophique : entre 200.000 Ukrainiens et plus de 300.000 Russes morts ou hors de combat, blessés compris. Elle pèse davantage sur les Ukrainiens aujourd'hui qui peinent à reconstituer et renouveler leurs troupes — plus compliqué à faire dans une démocratie que dans un régime autoritaire — et à obtenir un soutien plus net des Alliés. La balle est dans le camp des Européens en effet. Mais il ne faut pas non trop surestimer la solidité du pouvoir de Poutine. Il pourrait aussi, un moment, être remis en question... Il ne faut donc pas céder à ses chantages et coup de menton.

Deuxième piste : réagir et changer le mode de réflexion

Avant tout, il faut changer la façon de penser, mais aussi d'agir et de parler. Européens et Américains n'ont pas anticipé la dureté de l'offensive russe et ont souvent eu du mal à enclencher la réaction adéquate.

Prêter attention à la gestuelle politique

Il faut se rappeler le premier geste des États-Unis. Pourtant bien informés et ayant analysé l'offensive potentielle, la première décision de Washington est début 2022 de rapatrier tous leurs diplomates, pour éviter toute prise à partie possible (prisonniers, décès, blessés) et donc toute confrontation politique. Un aveu crucial en temps de guerre qui

équivalait à une marque de faiblesse, un feu vert tacite aux Russes d'y aller... Un geste en totale contradiction avec la parole publique.

Anticiper davantage

À quelques exceptions près (Britanniques, Polonais, Baltes), les Européens ont souvent eu un temps de retard sur la guerre. Rechignant à offrir la panoplie complète d'une armée en bataille (terre, air, mer), soit pour des raisons pratiques car ils n'ont pas assez de moyens disponibles (drones, munitions, défense anti-aérienne), soit pour des raisons politiques (avions, missiles moyenne-longue portée). Il s'agissait de tester la réaction russe comme de convaincre les opinions nationales. Il y a eu très peu d'anticipation de la zone de bataille suivante. Ou s'il y a eu anticipation (en termes militaires), cela n'a pas été toujours suivi d'effet.

Tenir ses engagements, être réalistes sur ses promesses

En temps de guerre, il n'est pas question de faire des promesses en l'air. Cela sera perçu par l'adversaire comme une faiblesse à utiliser. Ainsi quand on promet noir sur blanc un million de munitions en plus de ce qui est déjà livré, il faut tout faire en termes techniques et pratiques pour tenir cet engagement... ou alors ne pas promettre. Le plan munitions de l'UE conçu en 2023 était enserré dans des délais impossibles à tenir. Des diplomates et militaires européens l'avaient confié à B2 à l'époque. L'objectif était « *d'abord politique* », pour inciter les États à en faire plus. Mais si on arrivait à la moitié de l'objectif réel, ce serait déjà bien... Ce qui s'est passé. La preuve : les deux milliards d'euros mis sur la table pour rembourser les États n'ont été dépensés qu'à moitié (lire : [\[Analyse\] Le semi-échec du plan européen de livraison de munitions lourdes à l'Ukraine](#)).

Être plus réactif et imaginatif

La réactivité prime en temps de guerre. Même si le soutien militaire à Kiev est réel en nombre, en matériels, en financement, la montée en puissance reste lente : les objectifs fixés se réalisent avec un tempo d'une année de retard (lire : [\[Verbatim\] deux millions d'obus produits... d'ici 2025 \(Thierry Breton\)](#)).

L'économie de guerre marche à cloche-pied. Les Européens rechignent ainsi à donner l'ordre à leur industrie de prioriser les livraisons à l'Ukraine sur les autres exportations. La Commission européenne l'avait proposé en 2023 ; les États membres ont soigneusement biffé toutes les lignes du projet de règlement (lire : [\[Analyse\] ASAP, plan munitions. La schizophrénie poussée à son paroxysme](#)).

Les gouvernements hésitent à passer des commandes sur le moyen terme. Ce qui fait hésiter l'industrie à lancer de nouvelles lignes de production. Enfin, malgré leurs dires, ils se méfient toujours du cadre européen. Seuls sept États membres ont ainsi utilisé les 60 contrats-cadres négociés par l'agence européenne de défense. Or, des marges existent au niveau financier, notamment avec les revenus des avoirs russes gelés (lire : [\[Exclusif\] Créer un fonds spécial dédié à la défense européenne ? Une idée à creuser](#)). Pour cela, il ne faut pas hésiter à innover en termes juridiques, politiques et financiers. Et, surtout, le faire vite et agir en Européens.

Cesser une compétition interne

Enfin, le petit jeu du *blame and shame* : moi je donne davantage que toi doit cesser. L'effort important des Baltes et Polonais est réel. Il devrait servir d'exemple. Mais d'une part il y a une logique géopolitique et militaire au plan technique. Les stocks étaient plus nombreux et immédiatement utilisables car correspondant aux standards de matériels soviétiques en nombre dans l'armée ukrainienne. D'autre part, ce qu'oublie généralement de dire Tallinn comme Vilnius, ils ont été largement financés par les contributions des autres pays (Allemagne et France...). C'était d'ailleurs le deal de départ : vous donnez, nous finançons. La donne a changé quand ce sont des matériels occidentaux qui ont commencé à être donnés, notamment les Leopard allemands. Berlin pointant alors du doigt Paris, Madrid et Rome pour leur faible contribution. Un jeu assez stupide et néfaste.

Troisième piste : analyser clairement la menace, les menaces russes

Une menace sur le territoire de l'OTAN ?

Aujourd'hui, il n'est pas un jour sans qu'un politique ne relate une petite phrase sur la menace d'une guerre totale de la Russie. C'est sans doute nécessaire dans l'esprit de la préparation de la population. Mais il faut se méfier : cela peut aussi avoir un effet contraire, de tétaniser, de faire peur. C'est d'ailleurs la volonté des Russes et de Poutine qui ont d'abord agité la menace nucléaire (un message assez classique dans la dissuasion), puis d'un dérapage du conflit. La pression russe est régulière sur l'OTAN, via les avions, les sous-marins, les missiles, qui frôlent la frontière, jouent à cache-cache, parfois tirent en direction. Mais ce sont des avertissements qu'il faut prendre comme tel.

Quelles menaces ?

La menace russe immédiate est d'abord hybride. Il faut en avoir conscience. Cela passe par la pression via les immigrés sur la frontière finlandaise ou polonaise. C'est l'espionnage tout azimut, l'infiltration des forces politiques ou manifestations "pacifiques" ou de mécontentement. C'est la désinformation. C'est aussi cette peur insidieuse laissée par une menace russe militaire agitée régulièrement. Il faut garder son sang froid : réagir sur les menaces existantes (hybrides), soutenir à fond l'Ukraine, anticiper au maximum, mais aussi ne pas sur-réagir. Avec un risque : l'épuisement. La stratégie russe vis-à-vis des Alliés semble être la même en effet que la stratégie américaine des années 1980 sur le bouclier anti-missiles : arriver à la victoire sans combattre par épuisement de l'adversaire.

Une action russe sur les Baltes ?

Sur les pays baltes, la nature de la menace est différente. Il ne faut pas se voiler la face (1). Bribes de l'URSS qui ont (ré)arraché leur indépendance en 1991 les trois pays baltes sont menacés au premier chef par la volonté du Kremlin de retrouver la grandeur perdue. La forte minorité russe dans certains pays (Lettonie surtout), la faible profondeur territoriale, l'enclave de Kaliningrad, la proximité de St-Petersbourg... sont autant de moyens russes de pression, pour une pénétration hybride d'abord, voire plus franche en cas d'absence de réaction. Les préventions de l'après 1989 n'ont plus lieu d'être aujourd'hui. On peut donc penser bases militaires permanentes OTAN (elles sont déjà là), voire présence nucléaire à titre dissuasif. Il faut changer de braquet.

(Nicolas Gros-Verheyde)

L'intervention terrestre ?

L'option terrestre est aujourd'hui exclue pour les Européens. En revanche, il n'est pas interdit de réfléchir à des interventions localisées. L'enclave russe de Transnistrie en Moldavie est un point clé pour cette réflexion. Constituée de forces russes, pas automatiquement les plus performantes, elle peut être une menace de prise en tenailles si la Russie s'aventurait vers Odessa. Une opération moldavo-ukrainienne soutenue par les Américains et Européens n'est pas à exclure totalement. Le risque est notable. Mais il est mesurable. Et le message passé aux Russes serait clair : dent pour dent. Histoire de renverser l'équilibre de la force.

1. Il y a deux ans, on pouvait considérer ce scénario comme de la pure fiction, une peur illusoire des dirigeants baltes. Aujourd'hui, tant le langage du Kremlin que les préparatifs (concentration de forces) oblige à penser différemment.

Mis à jour avec changement de la photo

Vérifiez votre boîte de réception (et votre boîte spam au besoin) pour confirmer votre souscription. Petite précision : cette inscription concerne uniquement les articles du Blog. Pour B2 Pro il faut s'inscrire séparément.

